



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 16 mars 2009

## CONTENU

---

### Relations américano-asiatiques

L'APEC : vers un point d'ancrage en Asie? .....	1
Ron Kirk et la Chine : ses priorités en tant que futur UTSR.....	2

### Politique commerciale américaine

Les ROZs : un tremplin vers la reconstruction dans les régions sensibles?.....	3
Le TEC : en attendant Obama, l'UE fait état de ses priorités .....	4

Études économiques et articles connexes .....	6
---	---

---

### Relations américano-asiatiques

#### ***L'APEC : vers un point d'ancrage commercial en Asie***

Un caucus formel sur la coopération économique en Asie-pacifique vient d'être institué par trois importants membres du Comité des Voies et Moyens. Selon l'un d'entre eux, Joseph Crowley, l'objectif est d'éduquer et d'informer les membres de la Chambre basse du Congrès de l'importance de la *Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC). Un autre objectif est celui d'assurer que la nouvelle administration soit prête pour accueillir le Sommet de l'APEC en 2011. Outre Crowley, les membres qui formeront le caucus sont: Kevin Brady, Wally Herger et Rick Larsen.

Brady a par ailleurs déclaré que la participation américaine dans l'APEC était d'une importance capitale si les États-Unis désirent garder un point d'ancrage dans la région : « Today we are losing the opportunity to build our economic ties in the region as other countries pursue an ever-growing number of free trade agreements. Greater U.S. engagement in the fast-growing Asia-Pacific region is critical if we are to remain globally competitive. » L'argument de Brady reflète celui d'importants groupes industriels américains qui, la semaine dernière, lors de discussions sur le *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement* (TPP), ont exprimé leur inquiétude face à la montée en puissance économique de la Chine et son rôle dans l'intégration régionale en Asie.

Les quatre membres du caucus en question ont souligné que les États dans cette région du monde représentent plus de la moitié du volume commercial mondial, justifiant ainsi une plus forte présence américaine dans l'APEC. À cet égard, les mots de Larsen mettent en évidence la menace que pose aux yeux du caucus, l'arrivée de nouveaux compétiteurs en Asie : « The U.S. should bring the APEC back to its roots. The original purpose of APEC was to create an economic Asia forum and address global economic issues in the context of the Asia economic region. It's gotten a little away from that. »



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 16 mars 2009

Enfin, le caucus bénéficie également du soutien de Karan Bhatia, l'ancien adjoint au représentant américain pour le commerce sous George W. Bush et actuel président du Centre national pour l'APEC qui a déclaré que l'APEC, en favorisant la libéralisation du commerce et de l'investissement, constituait une avenue pour sortir le monde de la crise économique.

Sources: *Inside US Trade*, « Ways And Means Members Launch APEC Caucus », March 13, 2009 - Vol. 27, No. 10, p. 13. Office of Congressman Kevin Brady, « Representatives Crowley, Brady, Larsen and Herger re-lunch APEC caucus for 111e Congress », For Immediate Release March 11, 2009. [En ligne]: [http://www.house.gov/apps/list/press/tx08\\_brady/031109APECLaunch.html](http://www.house.gov/apps/list/press/tx08_brady/031109APECLaunch.html)

### **Ron Kirk et la Chine : ses priorités en tant que futur USTR**

Ron Kirk, nommé par Barack Obama au poste de représentant américain pour le commerce et en attente d'être confirmé par la Congrès, a déclaré qu'il allait faire de la défense de la méthode américaine en matière de mesures compensatoires (e.g., *antidumping*) à l'asymétrie commerciale, une de ses priorités. À cet égard, Kirk a mis l'accent sur les relations commerciales américano-chinoises : « [I am] committed to defending vigorously U.S. trade remedy methodology, and [I] pledge to work effectively with the Department of Commerce and other countries that share our interests in maintaining the U.S. ability to countervail Chinese subsidies while using non-market economy methodology in antidumping cases. »

Cela dit, malgré son approche pour ainsi dire ferme, Kirk est resté discret sur la question de la manipulation de la devise chinoise en répétant devant le Comité sénatorial sur les finances que cet enjeu relevait de la responsabilité du Département du Trésor, qui devrait, le 15 avril prochain, émettre un rapport au Congrès sur les politiques chinoises en matière de taux de change. Ron Kirk a également prêché pour que soit conduite une politique commerciale « compréhensive » visant à encourager la Chine à passer d'une économie fondée sur l'exportation à une économie fondée plutôt sur la consommation nationale. Autrement dit, les États-Unis devraient encourager la Chine à consommer plus, pour qu'en retour, elle puisse importer plus de produits américains: « We will use all our resources within the World Trade Organization and diplomatic resources as well, to encourage China's shift from an export society to a "consumer society. » Bien que Kirk ait déclaré que toutes les avenues restaient ouvertes quant à son rôle dans la diplomatie américaine envers la Chine et que son rôle reste à être clairement défini par Barack Obama, son approche envers la Chine semble refléter celle promue dans le cadre du *Strategic Economic Dialogue* (SED) par l'ancien Secrétaire au Trésor sous George W. Bush, Henry Paulson.

Enfin, Kirk n'a pas donné de détails quant à son intention de travailler ou pas avec la Secrétaire d'État, Hillary Clinton, qui rappelons-le, a déclaré le mois



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 16 mars 2009

dernier qu'elle avait l'intention de co-présider avec le Secrétaire au Trésor, Tim Geithner, le SED.

Source: *Inside US Trade*, « Kirk Promises Strong Defense Of AD/CVD Methodology Against China », March 13, 2009 - Vol. 27, No. 10, p. 5-7.

---

### **Politique commerciale américaine**

#### ***Les ROZs : un tremplin vers la reconstruction dans les régions sensibles?***

L'influent représentant démocrate, Chris Van Hollen, a déclaré cette semaine que l'administration Obama était « intéressée à aller de l'avant » avec un projet de loi présenté la semaine prochaine portant sur la création de Zones d'opportunité de reconstruction (ROZs) en Afghanistan et au Pakistan. Ce projet de loi permettra, entre autre, que des produits en provenance de ces deux pays soient exemptés de droits de douanes aux États-Unis. « They haven't endorsed every detail of the bill, but they certainly support the idea of moving forward with this, » a déclaré Van Hollen. En plus d'avoir reçu le support des gouvernements afghan et pakistanais, ce projet de loi a reçu le support du représentant spécial américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, Richard Holbrooke. Ce dernier a déclaré que ce projet pourrait servir au développement économique des deux pays ainsi que contribuer à la création d'emplois : « We share the goal of this legislation to fuel sustainable economic development and provide legitimate employment opportunities for the people of Afghanistan and Pakistan, particularly in the border areas. »

Van Hollen aimerait que ce projet passe au vote dans les mois prochains. Il aurait d'ailleurs déjà discuté avec le président du sous-comité pour le commerce du Comité des Voies et Moyens, Sander Levin, de la tenue d'une éventuelle assemblée sur la question des ROZs. Cela étant, nous ne disposons pas encore des données nécessaires pour conclure que cette législation sera effectivement entérinée, d'autant que la nouvelle administration ne s'est pas encore prononcée officiellement sur la question. Déjà, l'année dernière, le Bureau du représentant américain pour le commerce (USTR) et plusieurs républicains au Congrès se sont opposés à la l'idée de la création d'une ROZ dans cette région du monde, notamment en raison du contenu des dispositions sur les normes du travail dans la version du projet de loi de la Chambre base (H.R. 1318). Les oppositions portaient sur le caractère trop « fort » de ces dispositions, comparativement à celles incluses dans la version du Sénat (S. 496).

En tout état de cause, Van Hollen s'est dit « confiant » que le nouveau représentant américain pour le commerce (possiblement Ron Kirk) allait supporter la version de la Chambre basse. Aussi Van Hollen n'a-t-il pas caché sa



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 16 mars 2009

préférence pour des hauts standards en matière de protection des normes du travail. Sur ce point, Levin et Van Hollen ont déclaré qu'ils resteront « fermes » devant les oppositions républicaines: « We believe the House bill is the way to go because it strikes the right balance on these issues. We worked on that part for a few years and we are not moving backwards. » Mais outre les oppositions républicaines, il y a aussi de la pression venant de certains démocrates et membres de la communauté du travail pour que des normes du travail plus strictes soient appliquées dans les ROZs. La version du projet de loi de la Chambre basse contient des dispositions sur le travail qui sont complètement absentes de celle du Sénat. Par exemple, la Chambre basse exige qu'un cadre de surveillance soit établi afin d'assurer la protection des droits des travailleurs en Afghanistan et au Pakistan. L'idée serait de créer un poste de représentant officiel au sein des gouvernements afghans et pakistanais chargé de recueillir les données des entreprises dont les produits bénéficient d'exemption de droits de douane aux États-Unis. Ce représentant, serait également chargé d'assurer que les exportateurs afghans et pakistanais appliquent et respectent les normes du travail telles que définies par l'Organisation mondiale du travail (OMT), en particulier en ce qui concerne la liberté syndicale et les bonnes conditions de travail. Pour sa part, l'OMT produira des rapports à tous les deux ans afin d'évaluer si les entreprises respectent ou non les standards internationaux. Les hautes instances gouvernementales américaines pourraient, ainsi, juger d'exclure ou non les exportateurs concernés du programme de tarifs préférentiels.

Par ailleurs, Van Hollen a déclaré que le projet de loi des ROZs constituait autant un enjeu commercial que de sécurité nationale. En effet, selon lui, un tel programme pourrait servir à remplir des objectifs plus larges de contre-espionnage de même qu'affaiblir l'influence d'Al-Qaida et des Talibans en offrant aux populations des emplois et une alternative à la « guerre sainte ».

Source: *Inside US Trade*, « Van Hollen Hopes Obama Support Spurs Afghan, Pakistani ROZ Bill », March 13, 2009 - Vol. 27, No. 10, p. 11-12.

### ***Le TEC : en attendant Obama, l'Union Européenne fait état de ses priorités***

D'après plusieurs sorties de presse à la Maison Blanche, l'administration Obama aurait l'intention de poursuivre ses activités diplomatiques avec l'Union Européenne (UE) par l'entremise du forum bilatéral du *Transatlantic Economic Council* (TEC). Ce forum vise à approfondir les relations entre Washington et Bruxelles dans le domaine du commerce et de l'investissement. D'après la Maison Blanche, c'est Michael Froman, l'actuel conseiller adjoint à la sécurité nationale pour les affaires économiques internationales, qui présidera le forum du côté américain. D'ailleurs, Froman a déjà rencontré Daniel Price, l'ancien vice-président du TEC sous George W. Bush, afin de discuter de l'importance du



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 16 mars 2009

TEC, notamment en ce qui a trait à la régulation financière systémique ainsi qu'à l'échange d'idées et d'expériences afin de faire face à la crise économique mondiale. Du côté européen, le TEC sera présidé par le vice-président de la Commission Européenne, Guenther Verheugen. La première rencontre US-UE devrait avoir lieu en mai à Washington.

Parmi les priorités qui seront mises de l'avant au TEC figurent : la régulation financière, la sécurité énergétique (notamment la question des énergies solaire et éolienne); la protection environnementale (notamment la question d'une approche administrative bilatérale qui servirait à contrôler les émissions de gaz à effet de serre en offrant aux entreprises des incitatifs économiques en échange d'une réduction de polluants — *cap-and-trade system*). Cela dit, ces priorités ne sont pas complètement définies. En effet, l'administration Obama ne s'est pas encore prononcée officiellement sur les enjeux qui seront priorisés du côté américain. Mais selon Price, il ne devrait pas y avoir trop de changement entre l'agenda de Bush et celui d'Obama : « To a certain extent, the issues are the issues: financial market reform, protectionism, regulatory convergence, energy security and climate change. These are non-partisan, common challenges faced by Europe and the United States. »

De son côté, l'UE prépare son agenda sur une période de trois ans. La Commission Européenne chercherait à rendre le TEC « moins bureaucratique » et apporter des enjeux stratégiques à la table de négociation. En deux mots, moins d'inertie, plus de pragmatisme. Selon les hautes instances politiques européennes, l'agenda européen sera divisé en sept sections (enjeux) de « discussion » et quatre sections de « supervision ». Plus concrètement, les discussions porteront sur : 1) la sécurité économique, en particulier le mandat du Congrès visant à balayer 100% des cargos qui entrent aux États-Unis — *100 percent of all U.S.-bound container cargo*; 2) la régulation des marchés financiers, dont la reconnaissance mutuelle des régimes de bons du Trésor américain et Européen; 3) la régulation des assurances et le renforcement des critères des agences de crédits. L'UE demande également : 4) une discussion générale sur les barrières au commerce et à l'investissement, ce qui inclut les fonds gouvernementaux de relance économique, l'ouverture des marchés, les politiques gouvernementales d'achat (*procurement*), les droits de propriété intellectuelle (DPI) et les normes sanitaires ainsi que phytosanitaires. D'autres enjeux seront discutés tels : 5) les énergies renouvelables et les technologies de l'économie dite verte comme l'hydrogène; 6) la protection du consommateur; et 7) la création d'un système d'urgence (*early warning*) pour répondre à des enjeux de régulation politique, économique et sécuritaire.

Les quatre enjeux qui méritent une « supervision » sont : 1) la réduction concrète des barrières à l'entrée; 2) les standards de sécurité des véhicules; 3) le renforcement de la convergence politique sur la protection des DPI ainsi que sur l'évaluation des risques, des standards de régulation et de sécurité des



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 16 mars 2009

nanomatériaux, des dispositifs médicaux et pharmaceutiques; et 4) l'innovation technologique, en particulier les technologies se rattachant au concept de *e-health*.

Source: *Inside US Trade*, « Obama To Continue TEC; EU Outlines Early Priorities For The Forum », March 13, 2009 - Vol. 27, No. 10, p. 15-16.

---

### **Études économiques et articles connexes**

- *The Future of the Chiang Mai Initiative: An Asian Monetary Fund?*  
Par C. Randall Henning, Peterson Institute for International Economics  
February 2009.  
[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1127>
- *Buy American: Bad for Jobs, Worse for Reputation.* Par Gary Clyde. Par Gary Clyde Hufbauer et Jeffrey J. Schott, Peterson Institute for International Economics, February 2009.  
[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1114>
- *Where Were the Watchdogs? Systemic Risk and the Breakdown of Financial Governance.* Par Robert E. Litan, Testimony before the Senate Committee on Homeland Security and Governmental Affairs, March 4 2009.  
[En ligne]: <http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/testimonies/>
- *SEC Warns Investors and Financial Firms of Government Impersonators.*  
Source: Securities and Exchange Commission.  
[En ligne]: <http://www.sec.gov/news/press/2009/2009-39.htm>
- *Patents Not Responsible for "Knowledge Gap".*  
Source: Progress & Freedom Foundation.  
[En ligne]: <http://www.pff.org/news/news/2009/031209patentstiglitz.html>
- *Organized Crime Is Increasingly Active in Film Piracy; Three Cases Link Terrorists to Piracy Profits.*  
Source: RAND Corporation.  
[En ligne]: <http://www.rand.org/news/press/2009/03/03/index.html>
- *The 6th Annual Global Security Survey.*  
Source: Deloitte Touche Tohmatsu.  
[En ligne]: <http://www.deloitte.com/dtt/>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 16 mars 2009

---

### **Chronique commerciale américaine**

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique : Christian Deblock**

**Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto**

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -  
[ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

